

La situation des entreprises industrielles

Bilan 2004

Direction des Entreprises

Observatoire des entreprises

L'année 2004 a été marquée par une nette reprise de l'activité dans l'industrie manufacturière. Malgré une amélioration de l'environnement économique, l'emploi a diminué tandis que le taux d'investissement a peu varié. Dans un contexte de hausse des prix des matières premières, les entreprises ont bien maîtrisé les coûts des consommations intermédiaires, obtenant une amélioration sensible de leur résultat et des indicateurs de rentabilité. Le renforcement des structures financières, engagé en 2002, caractérisé par un désendettement et un accroissement des fonds propres, s'est poursuivi en dépit de la réalisation d'opérations de croissance externe, notamment dans de grandes entreprises.

Outre les éléments présentés dans ce résumé, l'étude inclut une présentation détaillée de l'activité (chiffre d'affaires, valeur ajoutée) et des moyens mis en oeuvre (emploi et investissement), par tailles et secteurs. Elle fournit également une analyse approfondie sur les performances des entreprises industrielles, leur solvabilité, les flux et la structure de financement.

Ces résultats sont mis en perspective sur les quinze dernières années.

Mots clés : PME, grandes entreprises, industrie manufacturière, agroalimentaire, biens de consommation, industrie automobile, biens intermédiaires, biens d'équipement, activité, performance, structure financière

Codes JEL : E22, G32, L23, L25, L6

NB : Cet article, réalisé par B. Bardes, M. Bardos, J.L. Cayssials et L. Nahmias, reprend les points clés de l'étude annuelle sur la situation des entreprises industrielles effectuée à partir des données de la Centrale de bilans de la Banque de France et publiée par l'Observatoire des entreprises (cf. bon de commande figurant à la fin du présent Bulletin). Ces données permettent, sur un échantillon représentatif de l'industrie, de présenter dans un délai rapide après la clôture des comptes, des analyses sur les résultats économiques, les structures et les flux financiers, avec des déclinaisons par secteurs et par tailles d'entreprise.

I | L'activité s'est inscrite en nette reprise

I | I Les taux de croissance du chiffre d'affaires et de la valeur ajoutée ont progressé

Profitant de la demande toujours soutenue des ménages et d'un contexte économique international dynamique, l'industrie manufacturière a connu, en 2004, une nette reprise de l'activité. Du fait d'une progression du volume d'affaires, mais également d'un rétablissement des marges, le chiffre d'affaires a augmenté en 2004 (3,8 %), succédant à une stagnation en 2003 (0,1 %). Cette reprise d'activité s'est manifestée autant dans les grandes entreprises que dans les PME et a concerné tous les secteurs.

En dépit de la hausse des prix, le regain des ventes a induit une augmentation du volume d'activité plus sensible qu'en 2003 (2,3 % en 2004, après 0,7 %). La croissance a été soutenue et comparable tant

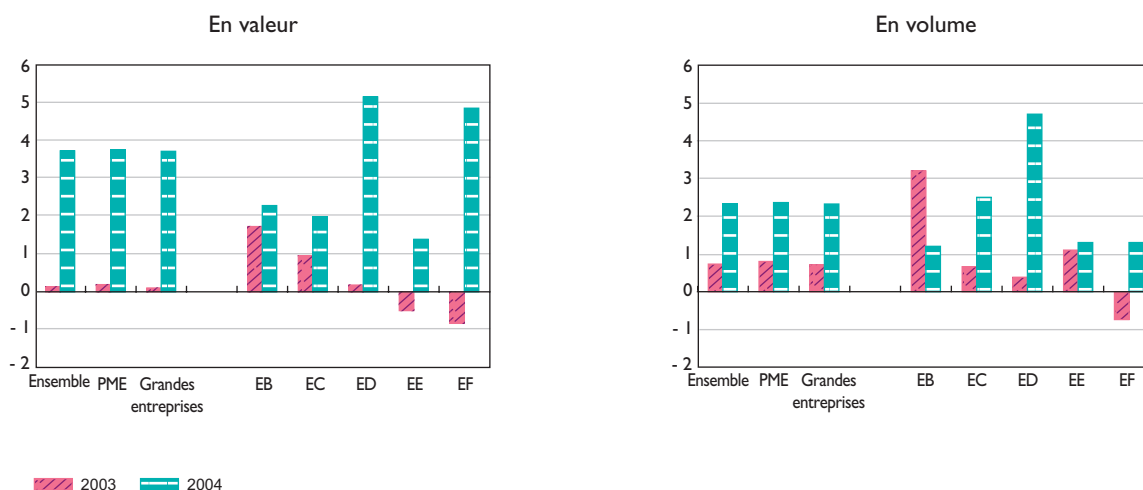
pour les PME (2,4 %) que les grandes entreprises (2,3 %). Elle a été particulièrement dynamique dans les industries liées à la consommation des ménages : industrie automobile et biens de consommation.

Bénéficiant d'un environnement économique international dynamique, le taux d'exportation s'est inscrit en légère hausse dans les grandes entreprises qui réalisent une part importante de leur chiffre d'affaires à l'international, mais en quasi-stagnation dans les PME.

La parité euro/dollar et le recours à des instruments de couverture ont permis de limiter les effets inflationnistes découlant de hausses successives des prix du pétrole et des matières premières. Les entreprises ont ainsi bien maîtrisé leurs consommations intermédiaires, ce qui s'est accompagné par une croissance de la valeur ajoutée (4 %) supérieure à celle du chiffre d'affaires dans la quasi-totalité des secteurs. Seules les industries des biens intermédiaires n'ont pu répercuter complètement la hausse des prix d'achats dans leurs ventes et ont enregistré un taux de croissance de leur valeur ajoutée moindre que celui de leur chiffre d'affaires.

Taux de variation du chiffre d'affaire par tailles et secteurs

(en %)



EB : Industries agroalimentaires

EC : Industries des biens de consommation

ED : Industrie automobile

EE : Industries des biens d'équipement

EF : Industries des biens intermédiaires

I | 2 Les effectifs sont en léger repli tandis que l'investissement a varié comme la valeur ajoutée

Les effectifs n'ont pas profité de l'embellie économique de 2004. Ils ont diminué dans l'industrie, et ceci davantage dans les PME que dans les grandes sociétés. Ce repli a concerné la totalité des secteurs à l'exception toutefois de l'industrie automobile qui a enregistré une hausse de l'emploi.

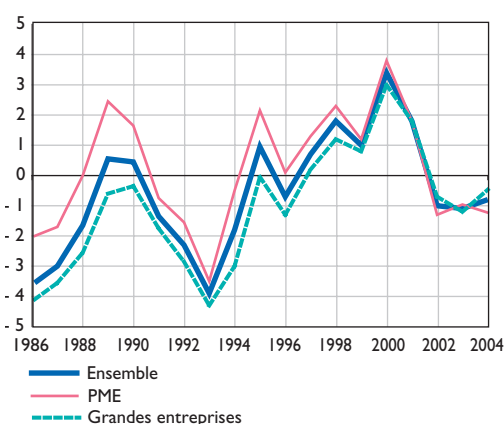
Sur longue période, l'évolution de l'emploi industriel jusqu'en 2003 montre une similarité des tendances selon la taille des entreprises et le caractère cyclique de cette variable, fortement corrélée à l'activité économique. En période de ralentissement, les entreprises qui doivent réviser à la baisse leurs perspectives présentes et futures ont tendance à réduire leurs effectifs alors qu'à l'inverse, en phase de reprise, elles augmentent le volume d'emploi pour faire face au surcroît d'activité.

Le taux d'investissement d'exploitation (investissement élargi/valeur ajoutée produite) est resté à un niveau relativement bas (13,4 %, après 13,5 % en 2003). Ce ratio a légèrement augmenté pour les PME tandis qu'il a un peu diminué pour les grandes entreprises, les firmes de plus de 500 salariés conservant néanmoins un avantage.

Malgré un contexte d'amélioration conjoncturelle et des conditions de financement demeurant très favorables (coût du crédit modéré, inflation anticipée inchangée, primes de risque pour les financements de marché relativement faibles, etc.), le taux d'investissement des entreprises n'a pas retrouvé les niveaux antérieurs atteints en haut du cycle (1999-2001). Dans une phase de rebond de l'activité économique en 2004, les entreprises semblent avoir privilégié une meilleure utilisation de leur outil en même temps que la recherche de gains de productivité. Elles ont ajusté la durée et le taux d'utilisation des capacités de production et ont eu recours au personnel extérieur dans les périodes de tension. Cette évolution est à rapprocher de l'accroissement des dépenses immatérielles ces dernières années qui visaient aussi à gagner en efficacité.

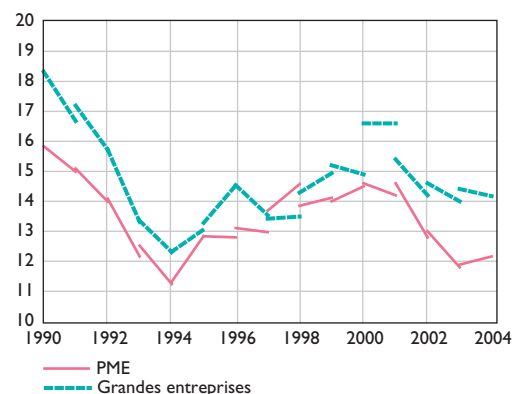
Taux de variation des effectifs selon la taille

(en %)



Taux d'investissement selon la taille

(en %)



2| Les performances des entreprises se sont améliorées

Avec des charges de personnel contenues, le résultat brut d'exploitation a augmenté, en 2004, tant dans les PME (6,3 %) que dans les grandes sociétés (8 %).

Le taux de résultat brut d'exploitation (résultat brut d'exploitation/volume d'affaires hors taxes) est passé de 7 % en 2003 à 7,3 % en 2004, augmentant dans les PME comme dans les grandes entreprises.

L'évolution du ratio « résultat brut d'exploitation/valeur ajoutée », lié au précédent par l'intermédiaire du taux de valeur ajoutée, a également été favorable : de 2003 à 2004, il est passé dans l'industrie de 27,5 % à 28,4 %. Son amélioration a été nette pour les PME comme pour les grandes sociétés.

Cette hausse des indicateurs de rentabilité d'exploitation intervient après trois années de décroissance et la reconstitution des résultats s'opère quels que soient la tranche de taille et le secteur, à l'exception des grandes entreprises des industries agroalimentaires.

Les opérations hors exploitation ont diminué en 2004 (- 9,8 %), plus pour les grandes sociétés (- 12 %) que pour les PME (- 1,6 %). La hausse du résultat

brut global (4,9 % en 2004) a donc été atténuée par rapport à celle du résultat brut d'exploitation, pour les grandes entreprises (4,6 %) comme pour les PME (5,5 %), mais a permis une hausse de rentabilité brute globale quelle que soit la taille des entreprises.

La rentabilité nette globale (résultat net global/capitaux propres + endettement financier) permet de mesurer une rentabilité globale, après prise en compte de la totalité des dotations avec amortissements et provisions, des subventions d'investissement et des autres transferts de charges.

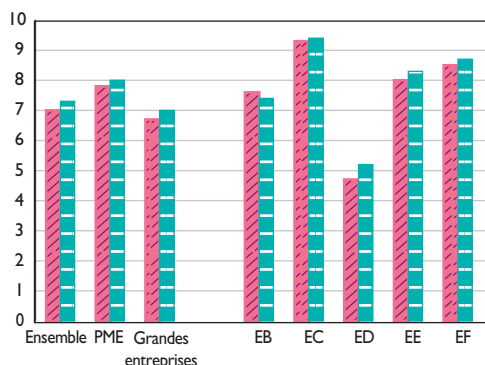
Les reprises de provisions hors exploitation ont accentué encore davantage l'amélioration de la rentabilité nette globale pour l'industrie automobile. Si la situation est également favorable dans les biens d'équipement, elle est moins porteuse dans les autres secteurs.

En 2004, les opérations hors exploitation en retrait ont induit une croissance du revenu global (3,6 %) un peu moindre que celle de la valeur ajoutée. Toutefois sa hausse a été générale quelle que soit l'activité ou la tranche de taille, à l'exception des grandes entreprises du secteur des biens intermédiaires.

Les rentabilités financières se sont améliorées, en 2004, quels que soient la taille et le secteur, à l'exception des grandes entreprises des industries

Taux de résultat brut d'exploitation

(en %)



2003 2004

EB : Industries agroalimentaires

EC : Industries des biens de consommation

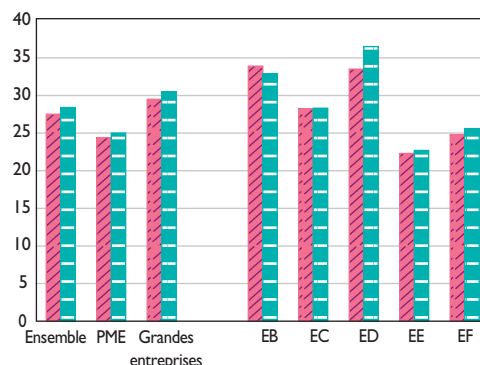
ED : Industrie automobile

EE : Industries des biens d'équipement

EF : Industries des biens intermédiaires

Résultat brut d'exploitation/valeur ajoutée

(en %)



agroalimentaires. La performance de l'industrie automobile a été particulièrement en hausse.

La diminution des charges financières résultant d'une détente du coût du crédit et de la poursuite du désendettement, d'une part, la hausse sensible des résultats, d'autre part, ont concouru à alléger le poids des intérêts dans le résultat brut global.

L'allègement assez général de la contrainte de solvabilité ne doit pas faire oublier que des caractéristiques de fragilité affectent une minorité certes réduite, mais néanmoins significative, d'entreprises de l'industrie. Malgré le contexte actuel de conditions financières favorables, certaines firmes demeurent ainsi relativement vulnérables et doivent être incitées à assainir rapidement leur structure financière.

3 | Croissance externe et assainissement des passifs ont été à l'œuvre

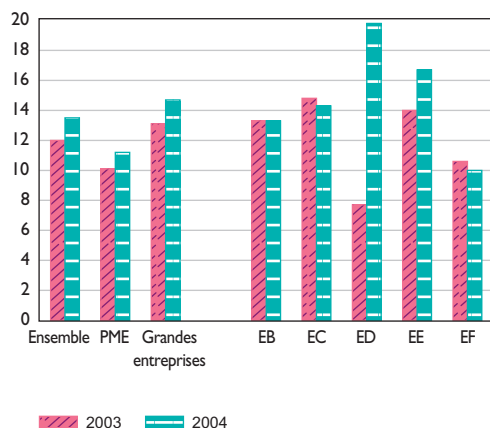
3 | I Dans un contexte de renforcement des capitaux propres et d'une diminution des engagements financiers, le taux d'endettement a baissé

Une trésorerie générée par l'exploitation satisfaisante en comparaison de la valeur ajoutée et des versements d'intérêt — impôts et dividendes — maîtrisés ont permis de dégager des flux de trésorerie interne en progression d'une année sur l'autre. Néanmoins, l'importance des acquisitions de participations dans les grandes sociétés a induit un besoin de financement représentant 1,3 % de la valeur ajoutée. En revanche, chez les PME, flux de trésorerie interne et flux d'investissement se sont presque équilibrés, les conduisant à un besoin de financement réduit.

La croissance externe a été accompagnée d'une modification de la structure des financements particulièrement importante dans les grandes sociétés. Les ressources propres (capitaux propres et sommes épargnées au titre des amortissements) se sont renforcées. L'endettement financier a connu, pour sa part, une évolution différenciée selon les secteurs,

Rentabilité nette globale

(en %)

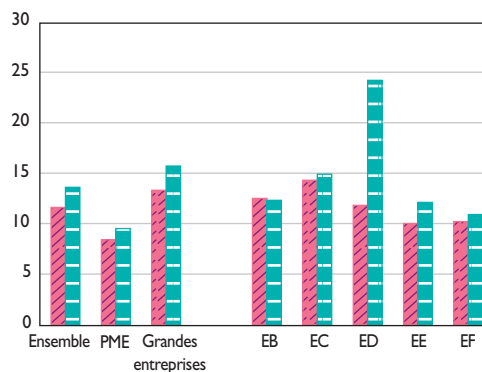


EB : Industries agroalimentaires
EC : Industries des biens de consommation

ED : Industrie automobile
EE : Industries des biens d'équipement

Capacité d'autofinancement nette/capitaux propres

(en %)



EF : Industries des biens intermédiaires

mais il s'est globalement réduit, reflétant les efforts de consolidation poursuivis par les entreprises.

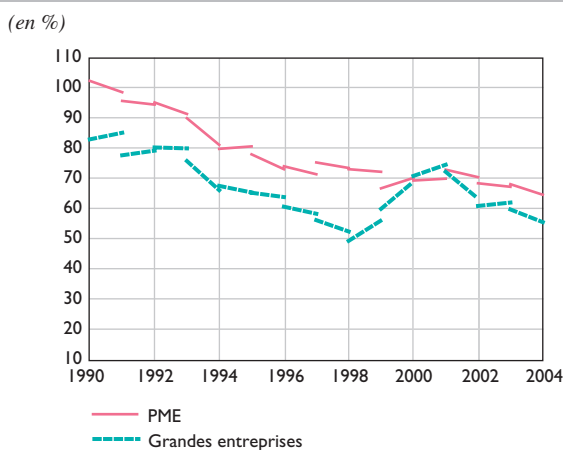
Le renforcement des capitaux propres (+ 4,3 %) a été important, notamment dans les grandes unités et a conforté le désendettement (- 2,3 %). Les grandes entreprises ont diminué le recours aux concours bancaires courants et se sont désendettées vis-à-vis du groupe et des associés, mais elles ont augmenté les emprunts bancaires à terme et le recours aux financements de marché. Par ailleurs, elles se sont procuré des ressources en cédant des valeurs mobilières de placement à hauteur de 3 % de leur valeur ajoutée. Quant aux PME, elles ont contracté leurs emprunts bancaires à terme et, dans une moindre mesure, les concours bancaires courants.

D'une façon générale, le renforcement du haut de bilan s'est traduit par la poursuite de la diminution des taux d'endettement (- 3,9 points), chez les PME (- 3 points) comme chez les grandes entreprises (- 4,4 points). Toutefois, certaines entreprises des industries des biens intermédiaires et des biens de consommation se sont endettées pour financer leur croissance externe.

3|2 Sur longue période, la structure financière des entreprises industrielles s'est nettement renforcée

La décrue du taux d'endettement a été très importante au cours des quinze dernières années. L'effort d'assainissement des grandes entreprises, dont la situation était pourtant sensiblement dégradée de 1999 à 2001, a permis de ramener leur

Taux d'endettement selon la taille



taux d'endettement de 82 % en 1990 à 55 % en 2004. L'évolution de la situation des PME a été plus régulière, mais le mouvement n'en est pas moins réel, leur taux d'endettement passant de 102 % en 1990 à 64 % en 2004.

Dans un environnement perçu comme incertain, les entreprises adaptent leur profil de risque et consolident leur assise financière, afin de pouvoir gérer au mieux les aléas économiques et préserver, à moyen terme, leur capacité de croissance.

Ainsi, du fait du renforcement des équilibres financiers depuis quelques années et de l'environnement favorable des taux d'intérêt, les contraintes financières ne constituent plus un obstacle à la croissance de la très grande majorité des entreprises industrielles. Elles leur permettent, au contraire, de saisir les opportunités qui peuvent se présenter pour investir, condition du maintien de leur compétitivité à long terme.



LA SITUATION DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES - BILAN 2004 -

Pour contribuer à une meilleure connaissance de la situation des entreprises industrielles et notamment leur santé financière, l'Observatoire des entreprises de la Banque de France publie son étude annuelle effectuée à partir des documents comptables (bilans, comptes de résultats) et renseignements complémentaires auprès de 11 573 firmes adhérant à la Centrale de bilans, qui ont clôturé leur exercice en 2004.

Le résumé figurant dans le présent *Bulletin de la Banque de France* est réalisé à partir de l'étude globale qui procède à un examen complet, sur les deux derniers exercices comptables, du comportement des sociétés industrielles (activité, effectifs, résultats d'exploitation et globaux, investissements, financement, structure financière).

Cette étude contient de nombreuses données chiffrées, des graphiques (en couleur) sur longue période, ainsi que des indicateurs sur l'évolution des principaux secteurs économiques : industries agroalimentaires, biens de consommation courante, industrie automobile, biens d'équipement et biens intermédiaires.

Aussi, pour en savoir davantage sur l'évolution de l'industrie manufacturière de notre pays, vous pouvez dès à présent commander cette étude sur « *La situation des entreprises industrielles – Bilan 2004* » en retournant à la Banque de France le formulaire ci-dessous.

BON DE COMMANDE

Nom ou raison sociale..... à adresser à :
.....
Activité.....Code NAF..... BANQUE DE FRANCE
Adresse Relations avec le public
..... 07-1050
..... 48, rue Croix-des-Petits-Champs
N° SIRET 75049 PARIS CEDEX 01
Nombre d'exemplaires de Tél. : 01 42 92 39 08
« *La situation des entreprises industrielles – Bilan 2004* »
commandés à EUR 40 TTC l'unité
Ci-joint règlement de EUR
à l'ordre de « Banque de France-Publications »
par ☐ chèque bancaire
par ☐ chèque postal
Je vous prie de joindre à votre envoi :
☐ une facture
☐ le catalogue des publications de la Banque de France